

# Discours de la FNECFP FO au congrès d'OLME

Chers camarades,

La FNEC FP FORCE OUVRIERE vous adresse son salut fraternel et vous remercie de l'avoir invitée au congrès de OLME.

Comme vous, nous restons indissolublement attachés à la liberté syndicale, prévue par les conventions de l'OIT et au droit de grève.

Quand vous nous avez appris que votre gouvernement avait donné l'ordre de réquisition en interdisant votre grève le mois dernier, nous avons naturellement immédiatement réagi en intervenant auprès de votre gouvernement.

Nous en avons informé nos adhérents et au delà en leur expliquant que jusqu'à aujourd'hui dans tous les pays démocratiques la réquisition générale des fonctionnaires par un gouvernement ne pouvait répondre qu'à deux situations extraordinaires : la guerre ou une catastrophe naturelle. A ces deux fléaux, le gouvernement grec en ajoute un troisième : les ordres de la Troïka et ses politiques d'austérité ! Le gouvernement grec confirme, s'il en était besoin, que ces politiques sont une menace immédiate pour les libertés démocratiques.

La crise que nous vivons est une crise du système capitaliste. Après que les finances publiques ont été pillées pour renflouer le capital financier, aujourd'hui pour la troïka (FMI, Commission Européenne, Banque Centrale Européenne), le code du travail, le statut de la Fonction Publique, notre système de retraite, les services publics, l'école publique sont autant d'entraves à la réduction des déficits et du coût du travail.

Comme les autres gouvernements européens l'actuel gouvernement français s'est mis dans la seringue de l'austérité avec le pacte budgétaire européen. Aujourd'hui la France a dépassé son record absolu en terme de chômage et est entrée en récession : c'est le résultat de cette politique.

Avec notre confédération FO, nous estimons que seule une réorientation de la politique économique dans le sens de l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat et donc de la consommation, de la relance par l'investissement et l'action publique et d'une autre répartition des richesses produites permettra d'enrayer la dégradation continue de la situation économique et sociale dans notre pays comme chez nos voisins européens. Cela passe par une remise en cause des traités européens, en particulier le TSCG (Traité de Solidarité de Coopération et de Gouvernance).

Notre confédération, la CGT-FO reste attachée à son indépendance. Nous ne voulons ni austérité de droite, ni austérité de gauche ni austérité syndicale.

Les 21 et 22 juin le gouvernement a organisé une conférence sociale avec les organisations syndicales. Celle-ci se déroule après que la Commission Européenne, le 29 mai dernier, ait dicté à la France sa feuille de route.

Le délai de deux ans accordé par la Commission européenne pour respecter ses engagements budgétaires, les fameux 3%, d'ici 2015, est un répit en trompe l'œil dans la mesure où la France a accepté en contrepartie d'accentuer les réformes structurelles ! En clair, une invitation - pour ne pas dire une pression - sur le gouvernement français pour accélérer le processus de réduction des dépenses publiques, en particulier dans le domaine des retraites.

Il s'agit selon le gouvernement de réformer dans le dialogue social. Ce que le gouvernement appelle les réformes, ce sont les mesures d'austérité - et le rôle des organisations syndicales, avec le dialogue social, serait donc de les faire accepter par les salariés. Nulle négociation, nulle prise en compte de nos revendications, nul changement de politique ne sont aujourd'hui à l'ordre du jour pour le gouvernement.

Notre confédération a fixé une ligne rouge : aucun nouveau recul sur les retraites, ni allongement de la durée de cotisation, ni recul de l'âge de départ en retraite, ni atteinte au régime des fonctionnaires. Elle est prête à mobiliser les salariés.

Une nouvelle loi d'orientation sur l'école vient d'être votée. Nous l'avons analysée avec soin à toutes les étapes de sa discussion parlementaire. Force est de constater qu'elle organise l'autonomie accrue des établissements, la régionalisation de la carte des formations, qu'elle remet en cause les diplômes nationaux et les qualifications, notamment en substituant un enseignement organisé sur un socle de compétences inspiré des recommandations de la commission européenne selon laquelle (je cite) : « *Les compétences clés (...) garantissent davantage de souplesse de la main d'oeuvre. La flexibilité de celle-ci lui permet de s'adapter plus rapidement à l'évolution constante du monde caractérisé par une plus grande interconnexion.* »

Le 12 février dernier les enseignants des écoles se sont mis en grève à 60% pour l'abrogation d'un décret sur les rythmes scolaires, qui entend placer les personnels sous la tutelle des autorités municipales et mêle le scolaire et le périscolaire, sur l'initiative que notre fédération a prise avec d'autres organisations syndicales. Le gouvernement est en difficulté : seules 18% des communes le mettront en place à la prochaine rentrée.

Une loi sur l'enseignement supérieur est en cours d'examen. Elle renforce encore l'autonomie des universités et aggrave la loi votée sous la présidence de M.Sarkozy, condamnée par le congrès de l'IE en 2007. Nous sommes engagés dans l'action commune, avec notamment le SNESup-FSU et la CGT pour en obtenir l'abandon.

Nous savons qu'en Grèce comme dans d'autres pays d'Europe les gouvernements s'attaquent au statut et au temps de travail des enseignants, comme à leurs salaires et à leurs emplois. Le ministre de l'Education Nationale a annoncé sa volonté d'ouvrir le dossier des missions et donc du temps de travail en septembre prochain : nous savons qu'il s'agit probablement de l'alourdir et de remettre en cause les règles nationales. Nous sommes prêts à réagir !

Chers camarades,

Dans cette situation difficile pour les salariés et leurs organisations syndicales, nous restons déterminés.

Déterminés à préserver notre indépendance syndicale et donc à défendre les intérêts des salariés et seulement cela ;

Déterminés à combattre l'austérité et à revendiquer l'augmentation de nos salaires, à défendre nos postes, notre statut de fonctionnaire d'Etat ;

Déterminés à empêcher un nouveau recul sur nos retraites ;

Déterminés à préparer le rapport de force pour faire aboutir nos revendications.

Vive le syndicalisme libre et indépendant !

Vive la solidarité internationale des travailleurs !

Vive le congrès d'OLME !